

POLITIQUE

LÉGISLATIVES : OYE MBA MONTRE LA VOIE À LA CNR

S'exprimant, certes à titre personnel, sur une chaîne de télévision nationale, le vice-président de l'Union nationale (UN) et ancien Premier ministre Casimir Oye Mba, a déclaré que la Coalition pour la nouvelle République (CNR) gagnerait à participer aux législatives à venir.

Page 3

FAIT DIVERS

VOLEURS DE VÉHICULES

Quatre individus, appartenant à un réseau aux ramifications transfrontalières, attendent d'être présentés à la justice. Arrêtés par l'Etat-major des polices d'investigations judiciaires (EMPJ), ils sont soupçonnés de vol de véhicules qu'ils revendraient au Cameroun voisin. Le cerveau de la bande est en fuite.

Page 9

JUSTICE

TRIBUNAUX ET PRISONS : AU-DELÀ DES DÉLAIS



Avec les Officiers de police judiciaire ("L'Union" du 1er février), personnels du parquet et détenus des

maisons d'arrêt sont les autres victimes de la grève en cours des magistrats. Tous devant composer avec des dépassements de délais devenus la règle.

Page 9

ECONOMIE

LE FER DE MILINGUI



L'Etat gabonais, représenté par son ministre des Mines Christian Magnagna et l'entreprise H a v i l a h consolidated

ressources, sous la plume de son patron, le Pr Baojin Zhao, ont signé hier un accord-cadre en vue de l'exploitation du gisement de fer de Milingui, dans la Nyanga.

Page 4

SPORTS

NATIONAL-FOOT 1 : LES LEADERS EN DANGER



Face respectivement à un CF Mounana qui a besoin à la fois de points et de certitude et une AO CMS en forme, Akanda FC et USB (6 points tous deux) auront fort à faire pour conserver leur place à la tête du National-Foot 1, à l'issue de la 3e journée qui se dispute ce week-end.

Page 12

POLITIQUE

Le nouveau patron de l'Asecna chez le président

Page 3

SOCIÉTÉ

La lutte anti cancer en progrès

Page 7

SPORTS

Mounguengui n'ira pas au comité exécutif de la Caf

Page 13

n° 12640 - Samedi 3 et Dimanche 4 Février 2018

42e année - 24 Pages - 400 Fcfa



SONAPRESSE, BP 3849 Libreville-GABON. Rédaction : Tél. 01 73 58 60 - Fax : 01 73 58 63. Exploitation Publicité: Tél. 01 73 58 61 - Fax 01 73 58 62

Régies financières

LES VOIES DE SORTIE DE CRISE



La Fédération des syndicats des régies financières (Fesyrefa) a présenté à ses adhérents, hier, à l'occasion d'une assemblée générale à la Chambre de commerce de Libreville, le processus engagé pour en finir, une fois pour toutes, avec la crise. Un processus, a expliqué son porte-parole, Wilfred Ossialas, qui a débuté le 1er février "par la mise en place d'un nouveau système de paiement, au niveau des primes". Lequel présente de nombreux avantages sur la base de ce que des délégués ont découvert lors d'un voyage d'études au Maroc.

Page 6

Pour moi quoi...

On aura tout vu, tout entendu dans les revendications des syndicats à l'origine des conflits sociaux chez nous. Certains exigent le départ des responsables, d'autres, le miang, rien que le miang. Le reste, on s'en fout.

Depuis que plusieurs syndicats sont nés un peu partout et de façon presque... anarchique, c'est la même chanson. Et on s'y est habitué au point que lorsque ces gens-là sonnent la trompette, on devinait à peu près ce qui est à l'origine de leur fâcherie et ce qu'ils demandent in fine. Mais, petit à petit, les syndiqués ont commencé à déplacer le débat pour s'ingérer à tort ou à raison dans les cas des ministres ou des patrons de leurs départements ou entreprises dont ils n'hésitent plus à exiger purement et simplement le départ.

C'est le cas du P-DG de la Poste SA que le syndicat-maison disqualifie entre autres de diri-

ger l'entreprise alors qu'il aurait atteint la limite d'âge. C'est vrai que la gestion d'une société ou d'une administration relève de la responsabilité de tous. Étant donné que tout le monde - de la technicienne de surface au haut cadre en passant par l'agent de liaison et la dactylo - participe à la vie de la structure. Mais tout de même ! Les nominations aux postes sont à la discrétion des grands patrons. Et puis, à ce qu'on sache, un syndicat est une force de propositions et non de destitution n'est-ce pas ?

Et maintenant-là, si les syndicats outrepassent leurs droits pour s'emparer du pouvoir de nommer ou de démettre un ministre, un directeur ou un secrétaire général, alors, on a bien peur de voir l'anarchie s'installer. Et ce sera la fin de tout quoi...

... Makaya